

Une matière « neutre », l'économie ? Son enseignement suscite la controverse entre professeurs

Alice Raybaud

Des économistes dits « hétérodoxes », membres de l'Association française d'économie politique, appellent à une remise en question de l'enseignement de leur matière, jugé « trop monolithique », voire daté.

Ce sont des face-à-face qui se multiplient, ces derniers temps, sur les ondes et sur les plateaux de télévision. Alors que les débats sur le budget 2025 et la dette occupent l'espace politique, les controverses entre économistes d'obédiences opposées sont largement mises en scène dans le champ médiatique. Dans le même temps, de façon moins visible du grand public, une autre discorde reprend de la vigueur : celle qui agite les départements d'économie des universités et des grandes écoles sur la manière d'enseigner la discipline.

C'est un vieux débat qui revient périodiquement dans les facultés. L'enseignement de l'économie serait trop monolithique et libéral, reproche une partie des enseignants, généralement qualifiés d'« hétérodoxes » (postkeynésiens, marxistes...). Ces derniers regrettent la « domination », dans les cursus, des théories néoclassiques, fondées sur l'idée d'une efficience des marchés et de leurs mécanismes d'autorégulation. A plusieurs reprises depuis les années 2000, la critique avait été portée par les étudiants, en particulier au lendemain de la crise financière de 2008. « Ils s'étaient rendu compte que, bien qu'ayant étudié des années l'économie, ils se trouvaient incapables d'expliquer ce qui était en train de se passer, même à des proches néophytes », se souvient Florence Jany-Catrice, professeure d'économie à l'université de Lille.

Perspective très quantitative

Depuis, les approches proposées de cet enseignement ont peu évolué et sont restées centrées sur les thèses néoclassiques, qui continuent à prévaloir dans la quasi-totalité des cours : c'est ce que pointe un trio d'enseignants-chercheurs des universités de Lille et Paris-I, après avoir examiné les maquettes de 53 licences d'économie-gestion de 2020-2021. Membres de l'Association française d'économie politique (AFEP), regroupant des économistes dits « hétérodoxes », Florence Jany-Catrice, Sophie Jallais et Arthur Jatteau appellent à une « révolution » de l'enseignement, qui, à leurs yeux, est aujourd'hui coincé dans des logiciels de pensée qui ne permettent pas de former les étudiants aux enjeux complexes du siècle.

Leur enquête, publiée fin 2023, montre que les cours en licence ont la même tonalité sur presque tout le territoire et présentent peu de pluralisme dans les paradigmes enseignés. « Parmi les cours d'économie stricto sensu, l'économie mainstream monopolise 86,2 % des ECTS [crédits permettant de valider le diplôme], contre 13,8 % pour l'économie institutionnaliste », notent les auteurs.

Pour eux, la place prépondérante donnée aux mathématiques durant la licence est significative de la vision qui domine pour l'heure en économie. Une approche qui fait la part belle aux

modélisations et à une perspective très quantitative de l'économie – jugée trop déconnectée de la réalité. « Pour parler du monde réel, le quantitatif est un peu court : on a également besoin de méthodes qualitatives, de commencer par l'observation de la société telle qu'elle est avant de dresser des hypothèses, comme cela est fait par exemple en sciences de la nature. Mais aussi de se nourrir d'autres sciences sociales », estime Florence Jany-Catrice.

Or, les cours sont encore peu ouverts à la pluridisciplinarité, selon le rapport, qui souligne le faible nombre d'heures accordées à des éclairages de matières comme la sociologie, l'anthropologie, la psychologie (6,3 % en moyenne des licences). Peu de cours « réflexifs », comme l'histoire de la pensée économique ou l'épistémologie, sont également proposés (4,1 % des enseignements). « Et la place de ces cours d'ouverture décline au fur et à mesure des semestres, note l'enseignant Arthur Jatteau, également membre du collectif les Economistes atterrés. C'est inquiétant alors que, avec les défis que pose notamment la crise écologique, on a plus que jamais besoin d'un croisement des disciplines. »

Quand, après une classe prépa B/L qu'elle a trouvée très riche, elle a poursuivi ses études d'économie à l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm et à la Paris School of Economics (PSE), Maëliiss raconte avoir été frustrée par le « manque de réflexivité » et de « recul critique » des enseignements. « On veut nous présenter l'économie comme une science dure, avec l'idée qu'il y a des bases qui ne sont pas à interroger, dont une certaine vision du marché, soulève la femme de 27 ans, aujourd'hui doctorante en économie écologique. La volonté est de faire croire que l'économie est neutre, que, parce qu'elle utiliserait des maths, elle délivrerait un savoir apolitique. Alors qu'elle est traversée de valeurs et de courants idéologiques. »

Des verrous institutionnels

Les enseignants associés au courant orthodoxe jugent, de leur côté, que le socle général de connaissances relève de fondements scientifiques qui doivent être transmis. « Les économistes du monde entier parlent un vocabulaire commun : il a son histoire et c'est bien de le rappeler aux étudiants, mais ne pas le leur enseigner ce n'est pas un service à leur rendre », considère Pierre-Cyrille Hautcœur, professeur à l'EHESS, qui a par ailleurs, lui aussi, défendu une connexion avec les autres sciences sociales. Mais sans être tout à fait en accord avec les cercles hétérodoxes, « qui critiquent les paradigmes utilisés, sans proposer d'autres bases scientifiques solides », estime-t-il.

« Ce ne serait pas un problème si l'approche qui est dominante l'était parce qu'elle marche mieux que les autres. Mais ce n'est pas le cas de la théorie néoclassique, rétorque Arthur Jatteau. La crise de 2008 a été une conséquence de ces croyances dans le marché. Et, aujourd'hui, face à la crise climatique, les réponses données par les tenants de ce courant sont peu sérieuses. »

Pour ces économistes hétérodoxes, des verrous institutionnels empêchent toute évolution, à commencer par les modalités de recrutement des enseignants. « Pour devenir maître de conférences, il faut obtenir une qualification auprès du Conseil national des universités [CNU], une instance où les orthodoxes sont surreprésentés, et où un tiers des membres est nommé par le gouvernement, qui ne joue pas vraiment ces dernières années la carte du pluralisme », explique Florence Jany-Catrice.

En 2015, la création d'une nouvelle section « économie et société » du CNU est proposée, pour diversifier le recrutement. Jean Tirole, alors Prix Nobel d'économie depuis peu, s'y oppose fermement, dans un courrier à la secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement supérieur à l'époque, Geneviève Fioraso. Il craint un risque de « relativisme des connaissances » et tance ce qu'il appelle « une antichambre de l'obscurantisme ». La section est enterrée.

Côté cursus, Pierre-Cyrille Hautcœur rappelle toutefois le développement, ces dernières années, de nombreuses doubles licences, permettant une interdisciplinarité nouvelle. Des formations qui permettent, en leur sein, des échos entre disciplines gagnent également en ampleur. Le master « Institution, organisation, économie, société » de l'EHESS, Paris Dauphine et des Mines Paris fait intervenir dans des cours communs des enseignants de divers domaines. « Les effectifs étudiants du master ont été grandement augmentés cette année : il y a une vraie appétence », explique Antonin Pottier, spécialiste des aspects socio-économiques du changement climatique, qui y enseigne.

Mais « cela a demandé beaucoup d'énergie et de temps pour créer des cours qui font dialoguer différentes disciplines : ce n'est pas aisé dans un enseignement supérieur qui manque de moyens », souligne-t-il. « Pour entraîner tout un corps professoral, il faut donner des outils clés en main », pense l'économiste Yann Algan, doyen associé à HEC. En ce sens, il cite l'initiative portée depuis 2016 par le projet Core, une plateforme de ressources élaborées par des enseignants du monde entier, qui font le lien entre économie et crises ou inégalités – Yann Algan explique s'être appuyé sur elle pour la « refonte du cursus » opérée en 2023 à HEC.

Un dialogue rompu

Ces sept dernières années, ce sont les écoles de commerce, et certaines écoles d'ingénieurs, qui ont concentré les critiques d'une frange d'étudiants, fustigeant une vision trop néolibérale et même datée de l'économie. « On s'est employé à faire évoluer les cours, pour intégrer les limites planétaires ou interroger le concept de croissance. Sans pour autant supprimer l'approche dominante », répond Tristan-Pierre Maury, professeur et directeur du programme « grande école » à l'Edhec. « Mais on est encore loin d'être au bout de la transformation », admet Yann Algan, à HEC.

A l'université, l'étude des enseignants de l'AFEP a recensé les facultés jugées les plus en retard concernant l'ouverture de la discipline et la diversité des méthodes enseignées, comme Limoges, Tours, Gustave-Eiffel, Strasbourg... ou encore Toulouse-1 Capitole, qui pêche en particulier sur le pluralisme des paradigmes, des courants théoriques et des thématiques abordés, selon ce rapport.

A la Toulouse School of Economics, rattachée à cette université, avec Jean Tirole comme président d'honneur, ce débat intéresse peu. « Ce qui m'importe, c'est l'insertion de nos étudiants, et le fait est qu'on les place très bien sur le marché de l'emploi », tranche David Alary, professeur et doyen adjoint. Il juge aussi peu pertinent de ne regarder que le contenu des licences, comme le fait l'étude de l'AFEP. « Les études en économie se pensent sur cinq ans, et c'est souvent en master qu'on complexifie », dit-il.

Reste qu'opposer de façon « binaire » orthodoxes et hétérodoxes est, selon cet enseignant, une manière de faire fausse route. « C'est une ânerie. Ce sont des approches qui doivent se

compléter. C'est pour ça que je n'étais pas non plus favorable à une nouvelle section du CNU, qui reviendrait à nous séparer. Il faut qu'on recommence à dialoguer », avance David Alary.

De fait, le dialogue est rompu. « On n'appelle aucunement à exclure la moindre pratique, plutôt à ce qu'on les diversifie, chacun à une place mesurée. Mais la réalité est qu'on est de plus en plus marginalisés », déplore Florence Jany-Catrice. Avec la crainte de voir leur voix s'épuiser, à un moment où s'impose « l'urgence » de proposer de nouvelles clés de compréhension du monde économique et social.

[Cet article est paru dans Le Monde \(site web\)](#)